

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales  
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2507

16 septembre 2015

### SOMMAIRE

Bata Brands S.à r.l. ....	120290	LSF8 Finance S.à r.l. ....	120296
Kisling Investment S.A. ....	120327	LSF Marseille S.à r.l. ....	120295
KKR Turbine Investors S.à r.l. ....	120291	LSF Tempus Holdings II S.à r.l. ....	120294
KMH Luxembourg S.à r.l. ....	120291	LSF Tempus Holdings S.à r.l. ....	120295
Koch Business Solutions - Europe S.à r.l. ....	120295	LSH II CO ....	120296
Kristef Investment S.A. ....	120291	L.S. IANC Luxembourg S.à r.l. ....	120291
KUGGOR S.A. ....	120291	LSREF3 Lion Investments S.à r.l. ....	120296
Laboratoires de Biologie Végétale Yves Rocher S.A. ....	120293	LSREF Summer Holdings, S.à r.l. ....	120296
La Capite S.A. ....	120293	Meyer Neptun GmbH ....	120323
La Cave du Sommelier ....	120292	Meyer Werft Verwaltungs-GmbH ....	120324
La Ramure SA ....	120293	NC <sup>2</sup> Luxembourg Property S.à r.l. ....	120290
Larrainvial Asset Management Sicav ....	120293	Neptun Werft Verwaltungs - GmbH ....	120325
Lazuli Holding S.à r.l. ....	120292	Nir Holding GmbH ....	120326
LCO1 S.A. ....	120294	OCA, Office Courtage Assurances Sàrl ....	120290
LDV Management III Glenn Arrow II S.C.A. .....	120294	OCM Luxembourg OPPS FFF S.à r.l. ....	120290
LDV Management III Glenn Arrow II S.C.A. .....	120294	Ophelia S.A. ....	120290
Lebillon Investments S.A. ....	120293	SF Holding S.à r.l. ....	120328
Lil Luxembourg International Logistics S.à r.l. .....	120294	STERIS Luxembourg Holding S.à r.l. ....	120292
Lindley S.à r.l. ....	120292	Tauride ....	120310
Linkfield S.à r.l. ....	120292	The Candle Shop S.à r.l. ....	120332
Locassur SA ....	120295	Three Bridges UCITS Fund ....	120297
Logem s.à r.l. ....	120295	Tishman Speyer Area Prima S.à r.l. ....	120334
LSF6 Europe Financial Holdings S.à r.l. ....	120296	TS ODS Holdings S.à r.l. ....	120334
		UBS (Lux) Money Market Sicav ....	120336
		UL Investment S.A. ....	120335

**NC<sup>2</sup> Luxembourg Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 148.651.

Les comptes annuels au 31 octobre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2015.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015079743/13.

(150091487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**OCA, Office Courtage Assurances Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 175.626.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été enregistrés et déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079766/10.

(150091614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**OCM Luxembourg OPPS FFF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 170.654.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2015.

Référence de publication: 2015079770/10.

(150090492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**Ophelia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.  
R.C.S. Luxembourg B 93.669.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015079780/10.

(150091597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**Bata Brands S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.  
R.C.S. Luxembourg B 92.292.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour BATA BRANDS S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015127092/11.

(150137052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**KKR Turbine Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.  
R.C.S. Luxembourg B 191.141.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015127493/10.

(150136487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

**KMH Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 440.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 164.171.

Les comptes annuels au 30 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127496/10.

(150136693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

**KUGGOR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 13, rue Philippe II.  
R.C.S. Luxembourg B 96.029.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 15 juillet 2015.

Pour statuts conformes

Référence de publication: 2015127501/11.

(150138041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

**Kristef Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 152.811.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 7 juillet 2015, les actionnaires ont décidé de renouveler le mandat de président et administrateur de José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2019 et qui se tiendra en 2020;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127499/13.

(150136185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

**L.S. IANC Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8824 Perlé, 4A, rue Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 127.729.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015127503/10.

(150136249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

**La Cave du Sommelier, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8436 Steinfort, 2, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 90.316.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015127504/9.

(150137504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Lazuli Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 183.209.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015127506/9.

(150136449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Lindley S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: ZAR 195.000,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 140.183.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015127508/10.

(150136646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Linksfeld S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: ZAR 195.000,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 140.385.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015127509/10.

(150136645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**STERIS Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 653.860,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 185.452.

Les comptes consolidés de la société mère STERIS Corporation pour la période se terminant au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Référence de publication: 2015126799/11.

(150138684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

---

**La Capite S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 68.183.

Le Bilan au 31.12.2014 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015127514/9.  
(150136333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**La Ramure SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-9530 Wiltz, 24, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 98.681.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015127515/9.  
(150136409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Laboratoires de Biologie Végétale Yves Rocher S.A., Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon Ier.  
R.C.S. Luxembourg B 66.175.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015127516/10.  
(150136102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Larrainvial Asset Management Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 162.041.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.  
Référence de publication: 2015127518/10.  
(150137500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Lebillon Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 90.294.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement en date du 24 juillet 2015*

1. Les administrateurs et Commissaire suivants ont démissionnés avec effet immédiat:
  - Monsieur Dominique Fontaine, demeurant au 78, rue du Castel, B-6700 Arlon
  - Monsieur Claude Schroeder, demeurant au 498, Route de Thionville, L-5886 Alzingen
  - Monsieur Herbert Grossmann, demeurant au 75, rue des Romains, L-2443 Senningerberg

*Commissaire:*

STRATEGO INTERNATIONAL SARL, ayant son siège à 370, route de Longwy L-1940 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015127524/16.  
(150136935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LCOI S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 187.622.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015127519/9.

(150136663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LDV Management III Glenn Arrow II S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 149.051.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015127520/9.

(150136607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LDV Management III Glenn Arrow II S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 149.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015127521/9.

(150136608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Lil Luxembourg International Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, Zare Ouest 30.  
R.C.S. Luxembourg B 190.766.

*Cession de parts sociales*

Il résulte d'une cession de part sociale effectuée en date du 15/07/2015:

- La société Fiduciaire Internationale SA a cédé les 12.500 parts sociales qu'il détenait dans la société LIL LUXEMBOURG INTERNATIONAL LOGISTICS S.A.R.L. à Monsieur Arnaud Dalbergue demeurant professionnellement au 30 Zare Ouest, L-4384 Ehlerange.

Suite à ce transfert les parts sociales de la société LIL LUXEMBOURG INTERNATIONAL LOGISTICS S.A.R.L., sont désormais détenues comme suit:

Monsieur Arnaud Dalbergue.: . . . . . 12.500 Parts sociales

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015127525/16.

(150136979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LSF Tempus Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.  
R.C.S. Luxembourg B 148.889.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015127532/11.

(150137243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Locassur SA, Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-9530 Wiltz, 24, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 103.626.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015127528/9.

(150136457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Logem s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4963 Clemency, 14, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 184.607.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015127529/10.

(150137203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LSF Marseille S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 90.567.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, Grande-Duché de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015127531/11.

(150137247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LSF Tempus Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 147.605.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015127533/11.

(150137241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Koch Business Solutions - Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 171.371.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 02 juillet 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2015127486/13.

(150137964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LSF6 Europe Financial Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 142.579.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015127534/11.

(150137246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LSF8 Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 175.487.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015127535/11.

(150137238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LSH II CO, Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 152.024.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015127538/9.

(150136455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LSREF Summer Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 147.684.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015127539/11.

(150137239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**LSREF3 Lion Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 188.681.

Le bilan pour la période 11 juillet 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 27 juillet 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015127541/12.

(150137236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---



**Three Bridges UCITS Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 199.851.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fourth day of the month of September.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared

Bastions Partners Office SA, a company organised under Swiss law, having its registered office at 61A route de Chêne, 1208 Geneva, Switzerland,

represented by Me Sophie Liberatore, lawyer, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 31 August 2015.

The proxy given, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which it intends to incorporate in Luxembourg:

**Art. 1.** There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "Three Bridges UCITS Fund" (the "Corporation").

**Art. 2.** The Corporation is established for an indefinite period. The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

**Art. 3.** The sole object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments and other permitted assets referred to in Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "Law"), including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

**Art. 4.** Until 31 December 2015, the registered office of the Corporation is established in Hesperange, in the Grand Duchy of Luxembourg. As from 1 January 2016, the registered office of the Corporation will be established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors (the "Board of Directors") may transfer the registered office of the Corporation to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 5.** The initial capital on incorporation is forty-five thousand United States Dollars ("USD") (USD 45,000), represented by forty-five (45) shares of no par value. The initial capital may be entirely redeemed at its initial value as of the date the Board of Directors may fix as the launch date of the Corporation. The capital subscribed must reach the equivalent in USD of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) within a period of six months following the authorisation of the Corporation.

The minimum capital of the Corporation shall be the minimum prescribed by the Law.

The capital of the Corporation shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article twenty-three hereof.

The Board of Directors is authorised without limitation to issue further shares to be fully paid up at any time at a price based on the net asset value per share determined in accordance with Article twenty-three hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Corporation or to any other duly authorised person or entity, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

The Board of Directors may, at any time it deems appropriate, decide to create one or more compartments within the meaning of article 181 of the Law (any such compartment or sub-fund, a "Subfund" or "Compartment").

The Corporation constitutes a single legal entity, but the assets of each Subfund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Subfund and the assets of a specific Subfund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Subfund. Each Subfund shall have specific investment objectives and various risk or other characteristics and shall be invested pursuant to Article three hereof in transferable securities, money market instruments or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, and/or corresponding to a specific distribution or a specific subscription or redemption structure as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Subfund. The Subfunds may be denominated in different currencies as the Board of Directors shall determine.

The Board of Directors may further decide to create within each Subfund two or more classes of shares whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Subfund concerned but where different currency denominations, currency hedging techniques and/or subscription, conversion or redemption fees and management charges and/or distribution policies, minimum subscription or holding amounts or any other specific feature may be applied for each class of shares.

In that respect, the Board of Directors may restrict the ownership of shares of one or more classes to institutional investors within the meaning of article 174 of the Law.

Where the context so requires, references in these Articles to Subfund(s) shall be references to class(es) of shares.

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each Subfund shall, if not expressed in USD, be translated into USD and the capital shall be the total net assets of all the Subfunds.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, (i) create any Subfund qualifying either as a feeder undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS") or as a master UCITS, (ii) convert any existing Subfund into a feeder UCITS Sub-fund or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Sub-fund.

**Art. 6.** The Corporation shall issue shares in registered form only.

Shareholders will receive a confirmation of their shareholding. The Board of Directors may decide that share certificates be delivered to the shareholders and shall determine the conditions applicable thereto. If a shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Share certificates (if any) shall be signed by two directors. Both such signatures may be either manual, or printed, by facsimile or by any other electronic means capable of evidencing such signature. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual.

The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

Shareholders shall have no other financial obligations towards the Corporation than to contribute the purchase price of the shares issued to them.

Subject to the prior approval of the Corporation, and if so disclosed in the sales documents of the Corporation, shares may also be issued upon acceptance of the subscription against contribution in kind, in whole or in part, of transferable securities and other assets compatible with the investment policy and the investment objective of the Corporation. Any such subscription in kind will be valued in a report prepared by the Corporation's approved statutory auditor. Any expenses incurred in connection with such contributions shall be borne by the shareholders concerned.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders at their address registered in the register of shareholders of the Corporation (the..Register of Shareholders..) or to designated third parties.

A dividend declared but not claimed on a share within a period of five years from the payment notice given thereof, can not thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited, and revert to the Corporation. No interest will be paid on dividends declared pending their collection.

All issued shares of the Corporation shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him. Every transfer of share shall be entered in the Register of Shareholders.

Transfer of shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

The Corporation shall consider the person in whose name the shares are registered in the Register of Shareholders, as full owner of the shares.

Every shareholder must provide the Corporation with an address to which AGE 6 all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such notices and announcements are returned as undelivered to such address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder and subject to the Corporation's obligations under applicable laws and regulations relating in particular to the fight against money laundering and terrorism financing. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Corporation shall determine, be entitled to dividends or other distributions on a pro rata basis.

The Corporation will recognise only one holder in respect of a share in the Corporation. In the event of joint ownership the Corporation may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Corporation.

In the case of joint shareholders, the Corporation reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Corporation may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

**Art. 7.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his share certificate or confirmation of shareholding has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate or confirmation of shareholding may be issued under such conditions and guarantees as the Corporation may determine. At the issuance of the new share certificate or confirmation of shareholding, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate or confirmation of shareholding in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates or confirmations of shareholding may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated share certificates or confirmations of shareholding shall be delivered to the Corporation and shall be cancelled immediately.

The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate or confirmation of shareholding and for all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificates or confirmations of shareholding.

**Art. 8.** The Corporation may decline to issue any share to any person for any or no reason. The Corporation may also restrict or prevent the transfer of shares in the Corporation to any person, firm or corporate body if the holding of shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign or if such holding may be detrimental to the Corporation or the majority of its shareholders. More specifically, the Corporation may restrict or prevent the transfer of shares to any "U.S. person" as defined hereafter. For such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding such shares or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the Board of Directors exceeding the maximum percentage fixed by the Board of Directors of the Corporation's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Corporation exceeds a number fixed by the Board of Directors (the "maximum number") or the Board of Directors otherwise considers that the continued holding of such shares by the shareholder may result in a risk of legal, regulatory, pecuniary, fiscal or material administrative disadvantage to the Corporation or its shareholders;

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a U.S. person or a person who is a national of, or who is resident or domiciled in such other country determined by the Board of Directors, or any other person who is precluded from holding shares in the Corporation;

c) where it appears that a holder of shares of a class restricted to institutional investors (within the meaning of Luxembourg law) is not an institutional investor, the Corporation will either redeem the relevant shares or convert such shares into shares of a class which is not restricted to institutional investors (provided there exists such a class with similar characteristics) and notify the relevant shareholder of such conversion. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an institutional investor, and who holds shares of a class of shares restricted to institutional investors, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Board of Directors, the other shareholders of the relevant Subfund or class of shares and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an institutional investor or has failed to notify the Corporation of its loss of such status; and

d) where it appears to the Corporation that any person who is a national of, or who is resident or domiciled in any such country determined by the Board of Directors, or who is otherwise precluded from holding shares in the Corporation, either

alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and/or guarantees or has omitted to produce the certificates or guarantees determined by the Board of Directors or the Board of Directors otherwise considers that the continued holding of such shares by the shareholder may result in a risk of legal, regulatory, pecuniary, fiscal or material administrative disadvantage to the Corporation or its shareholders, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

1) the Corporation shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver without undue delay to the Corporation the share certificate(s) (if issued) or confirmation(s) of shareholding representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) the price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (hereinafter referred to as the "redemption price") shall be the redemption price defined in Article twenty-one hereof less any service charge (if any). Where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Corporation, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Corporation, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Corporation may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provides the Corporation, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Corporation, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner of such shares in the Register of Shareholders in the currency of denomination of the relevant Subfund or class of shares, except in periods of exchange restrictions, and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate(s) (if issued) or confirmation(s) of shareholding (if required), representing the shares specified in such notice. Assets which may not be distributed upon the implementation of the redemption will be deposited in accordance with Luxembourg law. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate(s) (if any) or confirmation(s) of shareholding (if required), as aforesaid;

4) the exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith;

e) In addition to any liability under applicable law, any holder of shares and/or beneficial owner thereof who is or becomes precluded from holding shares pursuant to the terms of these Articles and/or of the sales documents of the Corporation, and whose shares are compulsorily redeemed by the Corporation, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Board of Directors, the other shareholders of the relevant Subfund or class of shares and the Corporation's agents and service providers for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances; and

f) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Corporation or any shareholder holding a number of shares exceeding the maximum percentage or maximum number at any meeting of shareholders of the Corporation.

Whenever used in these Articles, and unless decided otherwise by the Board of Directors and disclosed in the sales documents of the Corporation, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") and shall be deemed to include a reference to "United States Person" as such latter term is defined in the Foreign Account Tax Compliance Act enacted as part of the Hiring Incentive to Restore Employment Act, and in the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended.

**Art. 9.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Corporation regardless of the Subfund and class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

**Art. 10.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Corporation, or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of May at 11:45 a.m (Luxembourg time) and for the first time in the year 2017. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the following bank business day in Luxembourg.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders or Subfund or class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Subfund or class meetings may be held to decide on any matters, which relate exclusively to such Subfund or class of shares. Two or several Subfunds or classes of shares may be treated as one single Subfund or class of shares if such Subfunds or classes of shares are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant Subfunds or classes of shares.

**Art. 11.** The quorum required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its Compartment, is entitled to one vote subject to the restrictions contained in these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile or email. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares for which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 12.** Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to a notice setting forth the agenda sent in accordance with Luxembourg law to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders, as and in the form required by Luxembourg law.

Such notice shall be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in such newspapers as the Board of Directors may decide (to the extent required by Luxembourg law).

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"). The right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

At the discretion of the Board of Directors, a shareholder may also participate at any meeting of shareholders by means of a videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.

If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the general meeting, the general meeting may be held without prior notice or publication.

**Art. 13.** The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders during a general meeting for a period ending at the next annual general meeting (unless decided otherwise by the shareholders) and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

When a legal entity is appointed as a director of the Corporation (the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the "Representative"). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task on his own behalf, without prejudice to the joint liability of the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 14.** The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible



for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board of Directors, but in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority of the votes cast or of the directors present at any such meeting respectively.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by facsimile or email of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by facsimile or email another director as his proxy.

Directors may also assist at meetings of the Board of Directors and meetings of the Board of Directors may be held by telephone link or telephone conference, provided that the vote be confirmed in writing.

A director may also participate at any meeting of the Board of Directors by video conference or any other means of telecommunication allowing to identify such director. Such means must allow the director to effectively act at such meeting of the Board of Directors, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such director.

Such a meeting of the Board of Directors held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Corporation.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by a resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of its members are present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting of the Board of Directors the number of votes for and against a resolution to be passed by the directors shall be equal, the chairman of such meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the directors or by facsimile or email.

The Board of Directors from time to time may appoint officers of the Corporation, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation or to other contracting parties. The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Corporation.

**Art. 15.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by two directors.

**Art. 16.** The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The Board of Directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation, in accordance with Part I of the Law.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or any other regulated markets in Eastern and Western Europe, Africa, the American continents, Asia, Australia and Oceania, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions

as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each Compartment of the Corporation in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as authorised by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation, or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, or by a non-Member State of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation (such as but not limited to member states of the Organisation for Economic Cooperation and Development, Brazil and Singapore) provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Subfund concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such Subfund's total net assets.

The Board of Directors may decide that investments of the Corporation be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board of Directors may decide that investments of a Subfund be made with the aim to replicate a certain stock or bond index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

The Corporation may invest net assets of any Subfund in undertakings for collective investment as defined in article 41 (1) (e) of the Law.

Any Subfund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Corporation, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Subfunds of the Corporation. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Subfund concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Subfund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Corporation for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

Should a Subfund invest in shares of another Subfund of the Corporation, no subscription, redemption, management or advisory fee will be charged on account of the Subfund's investment in the other Subfund.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Subfunds on a pooled basis, as described in Article twenty-four, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

When investments of the Corporation are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of unitholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law do not apply.

**Art. 17.** No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the entity promoting the Corporation, or the investment manager(s), any parent undertaking, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

The provisions of this Article shall not apply where the decision of the Board of Directors relates to current operations entered into under normal conditions.

**Art. 18.** The Corporation shall indemnify any director, officer or agent and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director, officer or agent of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation

to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such an aforementioned breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled. If the Board of Directors so determines, the Corporation may pay the expenses of a person indemnified under this Article incurred in defending an action in advance of the final disposition of such action, provided that such person agrees to reimburse the Corporation any expenses so advanced if on final disposition of such action, it is determined that the person was not entitled to indemnification hereunder.

**Art. 19.** The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors or by the joint or individual signature (s) of any other person(s) to whom signatory authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 20.** The Corporation shall appoint an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

**Art. 21.** As is more especially prescribed hereinbelow, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation in the minimum amount as disclosed in the sales documents of the Corporation. The redemption price shall normally be paid not later than four Business Days (as defined in the sales documents of the Corporation) after the date on which the applicable net asset value was determined, or on the date the share certificates (if any) or shareholding confirmations (if required) have been received by the Corporation or its agent appointed for that purpose, and shall be equal to the net asset value per share of the relevant class of the relevant Subfund as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less any adjustment or charge, including deferred sales charge or redemption charge, if any, as the sales documents of the Corporation may provide. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the shares being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Any redemption request must be filed or confirmed by such shareholder in written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for redemption of shares. The share certificate(s) (if any) or confirmation(s) of shareholding in proper form (if required) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment (as the case may be) must be received by the Corporation or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

If any application for redemption or conversion out of a Subfund is received in respect of any one Valuation Day (as defined hereafter) (the "First Valuation Day") which either singly or when aggregated with other applications so received, is more than a certain amount or a certain percentage of the net asset value of any one Subfund, such amount or percentage to be determined by the Board of Directors and disclosed in the sales documents of the Corporation, the Board of Directors reserves the right in its sole and absolute discretion (and taking into account the best interests of the remaining shareholders) to defer such exceeding redemption and/or conversion requests to be dealt with to a subsequent Valuation Day in accordance with the terms of the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors at its discretion may, at the request of a shareholder, satisfy redemption requests in whole or in part in kind. In such a case, the shareholder will, as far as possible, receive a representative selection of the relevant Subfund's holdings pro rata to the number of shares redeemed and the Board of Directors will make sure that the remaining shareholders do not suffer any loss therefrom. To the extent required by law, the value of the redemption in kind will be certified by a report drawn up by the approved statutory auditor of the Corporation.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article twenty-two hereof unless permitted and within the conditions set forth in the sales documents of the Corporation. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Shares of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Subfund or class into shares of another Subfund or class at the respective net asset values of the shares of the relevant class or Subfund, provided that the Board of Directors may impose restrictions on such conversions, and may make conversion subject to payment of a charge as specified in the sales documents of the Corporation.

If, as a result of a conversion, the value of a shareholder's holding in the new class of shares and/or Subfund would be less than the minimum holding amount applicable to such class of shares and/or Subfund, the Board of Directors may decide not to accept the request for conversion of the shares and the shareholder would be informed of such decision. If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class and/or Subfund below the minimum holding as the Board of Directors shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class and/or Subfund, unless otherwise decided by the Board of Directors.

The Corporation shall not give effect to any transfer of shares in its Register of Shareholders as a consequence of which an investor would not meet the minimum holding requirement.



The Corporation will require from each shareholder acting on behalf of other investors that any assignment of rights to the shares of the Corporation be made in compliance with applicable securities laws in the jurisdictions where such assignment is made and that in unregulated jurisdictions such assignment be made in compliance with the minimum holding requirement.

**Art. 22.** For the purpose of determining the issue, conversion, and redemption price thereof, the net asset value per share of each class of each Subfund of the Corporation shall be determined up to two decimal places from time to time, but in no instance less than twice monthly, or as the Board of Directors by resolution may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day").

Depending on the volume of issues, redemptions or conversions requested by shareholders, the Corporation reserves the right to allow for the net asset value per share to be adjusted by dealing and other costs and fiscal charges which would be payable on the effective acquisition or disposal of assets in the relevant Subfund if the net capital activity exceeds, as a consequence of the sum of all issues, redemptions or conversions of shares in such a Subfund, such threshold percentage as may be determined from time to time by the Corporation, of the Subfund's total net assets on a given Valuation Day.

The Corporation may suspend the determination of the net asset value per share of any Subfund and/or the issue and/or redemption and/or conversion of shares of such Subfund if at any time the Board of Directors believes that exceptional circumstances constitute forcible reasons for doing so. Such circumstances can arise when:

1. securities exchanges or markets on which the valuation of a material part of the assets of the Corporation is based or when the foreign exchange markets corresponding to the currencies in which the net asset value or a considerable portion of the Corporation's assets are denominated, are closed, except on regular public holidays, or when trading on such a market is limited or suspended or temporarily exposed to severe fluctuations;

2. underlying funds representing a considerable portion of the Corporation's assets have suspended the calculation of their net asset value or otherwise suspended or deferred the redemption of their shares;

3. political, economic, military or other emergencies beyond the control, liability and influence of the Corporation make it impossible to access the Corporation's assets under normal conditions or such access would be detrimental to the interests of the shareholders;

4. disruptions in the communications network or any other reason make it impossible to calculate with sufficient exactitude the value of a substantial part of the Corporation's net assets;

5. limitations on exchange operations or other transfers of assets render it impracticable for the Corporation to execute business transactions, or where purchases and sales of the Corporation's assets cannot be effected at the normal conversion rates;

6. for any other reason the prices of any investments owned or the value of any derivatives contracts entered into by the Corporation cannot promptly or accurately be ascertained;

7. the value of the underlying to a derivative contract, as determined by the calculation agent of such derivative contract and assessed by the valuation agent of the Corporation, and which represents a substantial part of the relevant Subfund's investments, does not, in the opinion of the Board of Directors, represent the fair value of such underlying; or

8. upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up, merger or amalgamation of a Subfund, or, as the case may be, of the Corporation or the closure of any class of shares.

Any such suspension shall be publicised, if appropriate and as described in the sales documents of the Corporation, by the Corporation and shall be notified to investors who have applied for shares and to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Corporation at the time of the filing of the written request for such redemption or conversion.

In the event of a suspension of subscriptions, redemptions and/or conversions, subscription, redemption and/or conversion requests, as applicable, may be withdrawn, provided that a withdrawal notice is received by the Corporation before the suspension is terminated. Unless withdrawn, subscriptions for shares, redemptions and/or conversion requests, as applicable, will be acted upon on the first Valuation Day following the end of the period of suspension on the basis of the subscription price, redemption price or conversion price (as the case may be) then prevailing.

Such suspension as to any Subfund shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Subfund.

**Art. 23.** The net asset value per share of each class of each Subfund shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant Subfund as determined by the Board of Directors and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each Subfund, being the value of the assets of the Corporation corresponding to such Subfund, less its liabilities attributable to such Subfund at such time or times as the Board of Directors may determine, by the number of shares of the relevant Subfund then outstanding adjusted as detailed hereinafter.

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

c) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, units/shares in undertakings for collective investment, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;

d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off; and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

a) The value of securities and/or financial derivative instruments is determined on the basis of the last quoted price on the relevant stock exchange or over-the-counter market or any other Regulated Market (as defined in the sales documents of the Corporation) on which these securities are traded or admitted for trading. Where such securities are quoted or dealt on more than one stock exchange or Regulated Market, the Management Company or any agent appointed by them for this purpose may, at its own discretion, select the stock exchanges or Regulated Markets where such securities are primarily traded to determine the applicable value. If a security is not traded or admitted on any official stock exchange or any Regulated Market or, in the case of securities so traded or admitted, if the last quoted price does not reflect their true value, the Management Company or any agent appointed for this purpose will proceed with a valuation on the basis of the expected sale price, which shall be valued with prudence and in good faith.

b) The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and in accordance with market practice.

c) Units or shares in open-ended undertakings for collective investment (“UCIs”) and/or UCITS shall be valued on the basis of their last net asset value, as reported by such undertakings.

d) Cash, bills payable on demand and other receivables and prepaid expenses will be valued at their nominal amount, unless it appears unlikely that such nominal amount is obtainable.

e) Any assets or liabilities in currencies other than the currency of the relevant Subfund will be valued using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution.

f) Any asset or liability which cannot be considered as being attributable to a particular Subfund, shall be allocated pro rata to the net asset value of each Subfund. All liabilities attributable to a particular Subfund shall be binding solely upon that Subfund. For the purpose of the relations as between shareholders, each Subfund will be deemed to be a separate entity.

g) Swaps are valued at their fair value based on the underlying securities (at the close of business or intraday) as well as on the characteristics of the underlying commitments.

h) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

The value of assets denominated in a currency other than the reference currency of a Subfund shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of the determination of the net asset value. If no independent pricing source is readily available with respect to any security or other asset, the value of such securities or other assets is based on the probable realization value which must be estimated with care and in good faith by the Board of Directors, with such valuation conducted in a manner consistent with market indicators and independent pricing sources. Valuation procedures, as well as the valuation given to specific securities and other assets, are periodically reviewed. Absent bad faith or manifest error, valuation determinations by the Corporation will be final and binding on all shareholders and former shareholders.

In the event that the aforementioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Board of Directors may adjust the value of any investment or permit some other method of valuation to be used for the assets of the Corporation if it considers that the circumstances justify that such adjustment or other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of such investments and is in accordance with accounting practice.

In the case of substantial net redemption applications, the Corporation may determine the net asset value of the relevant Subfund on the basis of the prices at which the necessary sales of assets of the relevant Subfund are effected.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses (including as the case may be but not limited to investment advisory fee, performance or management fee, management company fee (if any), custodian fee and corporate agents' fees);

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other provisions if any authorised and approved by the Board of Directors, covering amongst others liquidation expenses; and

e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers, investment managers and/or management company (as the case may be), fees and expenses payable to its directors or officers, including their insurance cover, its service providers, accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees and expenses incurred in connection with the general infrastructure of the Corporation, the listing of the shares of the Corporation at any stock exchange or to obtain a quotation on another regulated market, fees for legal and tax advisers in Luxembourg and abroad, fees for auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising, preparing, translating, distributing and printing of the prospectuses, notices explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, currency conversion costs, bank charges and brokerage, postage, telephone and fax. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a portfolio of assets for each Subfund in the following manner:

a) the proceeds from the issue of shares of a Subfund shall be applied in the books of the Corporation to the portfolio of assets established for that Subfund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

b) if within any portfolio specific assets are acquired by the Corporation for a specific Subfund, the value thereof shall be allocated to the Subfund concerned and the purchase price paid therefore shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant portfolio which otherwise would be attributable to such Subfund;

c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio;

e) upon the payment of an expense attributable to a specific portfolio, the amount thereof shall be deducted from the assets of the portfolio concerned;

f) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability shall, as the Board of Directors may from time to time decide, be either equally divided between all the portfolios or allocated to the portfolios prorata to their respective net asset values;

g) if there have been created within a Subfund, as provided in Article five, classes of shares, the allocation rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such classes;

h) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

D. For the purposes of this Article:

a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Corporation, shall be deemed a debt due to the Corporation;

b) shares of the Corporation to be redeemed under Article twenty-one hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Corporation;

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the net asset value of any Subfund is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares; and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

If the Board of Directors so determines, the net asset value of the shares of any Subfund may be converted at the middle market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the issue and redemption price per share of such class may also be made available in such currency based upon the result of such conversion.

The net asset value per share of the relevant class may be adjusted as the Board of Directors may deem appropriate to reflect inter alia any dealing charges, including any dilution levies, dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from the shareholder transactions, which the Board of Directors considers appropriate to take into account.

**Art. 24.** The Board of Directors may invest and manage all or any part of the portfolios of assets established for one or more Subfunds (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. It may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

The assets of the Enlarged Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

**Art. 25.** Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold shall be the net asset value per share of the relevant class of the relevant Subfund as hereinabove defined plus any adjustment or charge, which reverts to the Corporation and such sales charge, if any, as the sales documents of the Corporation may provide. The price per share will be rounded upwards or downwards as the Board of Directors may resolve. The price so determined shall be payable within the period of time set out in the sales documents of the Corporation.

**Art. 26.** The accounting year of the Corporation shall begin on the 1<sup>st</sup> of January of each year and shall terminate on the 31<sup>st</sup> December of the same year. The first accounting year shall start upon incorporation of the Corporation and terminate on 31<sup>st</sup> December 2016.

The accounts of the Corporation shall be expressed in USD or in such other currency as the Board of Directors shall determine. Where there shall be different Subfunds as provided for in Article five hereof, and if the net assets of such Subfunds are expressed in different currencies, such net assets shall be translated into USD and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

**Art. 27.** Within the limits provided by law, the general meeting of holders of shares of a Subfund or class in respect of which the same portfolio of assets has been established pursuant to Article twenty-three section C. shall, upon the proposal of the Board of Directors in respect of such class(es) of shares, determine how the annual results shall be disposed of.

If the Board of Directors has decided, in accordance with the provisions of Article five hereof, to create within each Subfund two classes of shares where one class entitles to dividends ("Dividend Shares") and the other class does not entitle to dividends ("Accumulation Shares"), dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this Article in respect of Dividend Shares and no dividends will be declared and paid in respect of Accumulation Shares.

The dividends declared may be paid at such places and times and in such currencies as may be determined by the Board of Directors. Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class upon decision of the Board of Directors.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Corporation becomes less than the minimum prescribed by law.

Dividends may be reinvested on request of shareholders in the subscription of further shares of the class to which such dividends relate.

However, no dividends will be distributed if their amount is below the amount of fifty USD (50 USD) or its equivalent in another currency or such other amount to be decided by the Board of Directors from time to time. Such amount will automatically be reinvested.

**Art. 28.** The Corporation shall enter into a custodian agreement with a Luxembourg bank which shall satisfy the requirements of the Law (the "Custodian"). The Custodian shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by Luxembourg law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find within two months a Luxembourg bank to act as custodian and upon doing so the Board of Directors shall appoint such Luxembourg bank to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board of Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

All opening of accounts in the name of the Corporation, as well as power of attorney on such accounts, must be subject to the prior approval and ratification of the Board of Directors.

The Corporation may enter into a management services agreement with a management company authorised under chapter 15 of the Law (the "Management Company") pursuant to which it designates such Management Company to supply the Corporation with investment management, administration and marketing services.

**Art. 29.** In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out in accordance with Luxembourg laws and regulations by one or several liquidators (who may be natural persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

A Subfund or class of shares may be dissolved by compulsory redemption of shares of the Subfund or class concerned, upon a decision of the Board of Directors:

(a) if the net asset value of the Subfund or class of shares concerned has decreased below such minimum as decided by the Board of Directors from time to time and disclosed in the sales documents of the Corporation,

(b) if a change in the economical or political situation relating to the Subfund or class of shares concerned would have material adverse consequences on investments of the Subfund or class of shares, or

(c) in order to proceed to an economic rationalisation.

The redemption price will be the net asset value per share of the relevant class of the relevant Subfund (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Corporation shall serve a written notice to the relevant shareholders prior to the effective date of the compulsory redemption. Such notice will indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations. Unless it is otherwise decided by the Board of Directors taking into account the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Subfund or class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge prior to the effective date of the compulsory redemption, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any Subfund or class of shares may, upon proposal from the Board of Directors, redeem all the shares of such Subfund or class and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of those present or represented if such decision does not result in the liquidation of the Corporation.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto in accordance with Luxembourg laws and regulations.

All redeemed shares shall be cancelled.

Any merger of a Subfund shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the Subfund concerned, and provisions of mergers of UCITS set forth in the Law and any implementing regulation shall apply. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more Subfund(s) where, as a result, the Corporation ceases to exist, the merger needs to be decided by a meeting of shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for changing these Articles.

**Art. 30.** These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Subfund vis-à-vis those of any other Subfund shall be subject, further, to the said quorum and voting requirements in respect of each such relevant Subfund.

**Art. 31.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended and the Law.

#### *Transitory provisions*

The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Corporation and will end on 31 December 2016.

The first annual general meeting will be held in 2017.

#### *Subscription and payment*

The subscriber has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amount as mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital	number of shares
Bastions Partners Office SA, prenamed . . . . .	USD 45,000	45
TOTAL . . . . .	USD 45,000	45

Proof of such payment has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.



*Statements*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

*General meeting of shareholder*

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately taken the following resolutions:

*First resolution*

The following persons are appointed directors of the Corporation for a term expiring at the date of the next annual general meeting:

- Louis-Frédéric de Pfyffer, Managing Partner, Bastions Partners Office S.A., professionally residing at 61A Route de Chêne, 1208 Geneva, Switzerland;
- Mark E. Ahern, Head of Investor Relations, Three Bridges Capital, LP, professionally residing at 810 Seventh Avenue, 32<sup>nd</sup> Floor, New York, NY 10019, USA;
- Jérôme Wigny, Partner, Elvinger, Hoss & Prussen, professionally residing at 2 Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Second resolution*

The following is appointed approved statutory auditor for a term expiring at the date of the next annual general meeting: PricewaterhouseCoopers, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg.

*Third resolution*

The registered office of the Corporation is fixed at 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg until 31 December 2015. As from 1 January 2016, the registered office of the Corporation will be established at 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surnames, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: S. LIBERATORE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 7 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/28450. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur ff.* (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 septembre 2015.

Référence de publication: 2015151804/779.

(150166546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2015.

**Tauride, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 198.794.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of July.

Before the undersigned, Henri BECK, notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Tauride Investments Limited, a company organised under the laws of the British Virgin Islands and registered under number 153864 (the Company).

THERE APPEARED:

La Vista S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 198.035 and having a share capital of USD 20,000.- (the Sole Shareholder),

here represented by Peggy Simon, employee, with professional address at L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. the Sole Shareholder represents the entire share capital of the Company;

II. the Company's capital is presently set at fifty thousand United States Dollars (USD 50,000), represented by fifty thousand (50,000) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid up;

III. under the laws of British Virgin Islands the Company may, upon fulfilment of any and all transfer formalities under the laws of British Virgin Islands transfer its registered office, domicile, principal establishment, central administration and place of management to the Grand Duchy of Luxembourg with effect as of the date of this deed (the Migration), following which, the Company discontinues to be a British Virgin Islands company, and continues, for the purposes of the laws of the British Virgin Islands to be the same entity as the Company prior to the Migration, and the existence of the Company continues after the Migration;

IV. that by resolutions validly adopted by the management of the Company on 16 July 2015, duly resolved to convert the Company to a Luxembourg Company, such conversion being effective as from the date hereof without the Company being dissolved but to the contrary with full corporate and legal continuance. All formalities required under applicable laws to give effect to those resolutions including the passing of the necessary resolutions (being the Sole Shareholder resolutions and the board of directors resolutions) in the British Virgin Islands have been duly performed. A copy of said resolutions shall remain annexed to the present deed;

V. that (i) an interim balance sheet of the Company dated as of the date hereof (the Balance Sheet) and (ii) a management certificate dated as of the date hereof (the Management Certificate), duly signed by the sole director of the Company, indicate that, the subscribed and paid-up share capital of the Company is amounting to at least fifty thousand United States Dollars (USD 50,000) and has not been reduced below this amount as a result of losses. A copy of the Management Certificate, after having been signed *ne varietur* by the undersigned notary and the proxyholder acting on behalf of the appearing party, shall remain attached to the present deed and shall be filed with such deed with the registration authorities;

VI. that the agenda of the Meeting is as follows:

(a) waiver of the convening notice;

(b) transfer of the Company's registered office, domicile, principal establishment, central administration and place of management from the British Virgin Islands to the Grand Duchy of Luxembourg, with effect as from the date of the Meeting, without the Company being dissolved but, on the contrary, with full corporate and legal continuance;

(c) adoption by the Company of the legal form of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) with its name Tauride, and acceptance of Luxembourg nationality arising from the transfer of the Company's registered office, domicile, principal establishment, central administration and place of management to the Grand Duchy of Luxembourg;

(d) approval of the Balance Sheet, being the opening balance sheet in the Grand Duchy of Luxembourg and confirmation of the description and consistency of all the assets and liabilities of the Company and setting up the share capital of the Company;

(e) amendment and complete restatement of the Company's articles of association to bring them into accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, as a consequence of the Company's becoming a Luxembourg law governed company subject to the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August, 1915, as amended;

(f) acknowledgment of the resignation of the Company's current managers and granting discharge to them;

(g) approval of the appointment of new managers of the Company for an unlimited period;

(h) establishment of the Company's registered office, domicile, principal establishment, central administration and place of management at 40 avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(i) empowerment and authorization of any lawyer and/or employee of Loyens & Loeff Luxembourg S.à.r.l., each acting individually, in order to perform, in the Grand Duchy of Luxembourg, all actions and formalities and enter into any documents necessary or useful in connection with the Migration; and

(j) miscellaneous.

VII. that the Meeting has taken the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the Share capital of the Company being represented at the Meeting, the Sole Shareholder waives the convening notice, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring itself to have perfect knowledge of the agenda which has been communicated in advance.

### *Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to transfer the Company's registered office, domicile, principal establishment, central administration and place of management from the British Virgin Islands to the Grand Duchy of Luxembourg with immediate effect, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance. The Sole Shareholder further declares that all formalities required under the laws of the British Virgin Islands to give effect to the Migration have been duly performed as of the date of this deed.

### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves that the Company adopts the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name Tauride, accepts the Luxembourg nationality resulting from the transfer of registered office, domicile, principal establishment, central administration and place of management of the Company to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and shall as from the date of the present deed be subject to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to acknowledge and approve the Balance Sheet and the Management Certificate confirming that the net asset value of the Company amounts to at least the legal minimum share capital of the Company.

The Sole Shareholder records that the description and amount of all the assets and liabilities of the Company are fully and exclusively set out in the Balance Sheet.

The Sole Shareholder states that, upon Migration, all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain the ownership in the entirety of the Company, which continues to own all its assets and continues to be obliged by all its liabilities and commitments.

### *Fifth resolution*

As a result of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend and completely restate the articles of association of the Company so as to conform them to Luxembourg laws.

The restated articles of association of the Company shall read as follows:

#### **“I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is “Tauride” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

#### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in addition invest in, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, loan receivables in any form, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.



3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at fifty thousand United States Dollars (USD 50,000), represented by fifty thousand (50,000) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. The transfer of shares to third parties by reason of death must be approved by shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

6.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.8. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

## **III. Management - Representation**

#### **Art. 7. Appointment and removal of managers.**

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

**Art. 8. Board of managers.** If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers, which will be composed of one or several class A managers and one or several class B managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholder(s) have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class

A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

### 8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by the Board.

**Art. 9. Sole manager.** If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

**Art. 10. Liability of the managers.** The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

## IV. Shareholder(s)

### Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

#### 11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

#### 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

**Art. 12. Sole shareholder.** When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

## V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

### Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

13.5. If the number of shareholders exceed twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

### Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The statutory auditors are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

### Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.”

#### *Sixth resolution*

The Sole Shareholder resolves to acknowledge the resignation, effective as from the date hereof, of the managers and alternate managers in office prior to the transfer of the Company's registered office, domicile, principal establishment, central administration and place of management from the British Virgin Islands to the Grand Duchy of Luxembourg from their position as directors of the Company and to grant them full discharge for the performance of their duties as from the date of their appointment as directors of the Company until the date of their resignation.

#### *Seventh resolution*

The Sole Shareholder further resolves to appoint:

- Renata Magalhães Werneck, born in Rio de Janeiro, Brazil, on 15 May 1971, and having her address at Avenida Marginal, 8.648, 13º andar, Cascais, Portugal, as a class A manager of the Company for an unlimited period;
- Pieter van Nugteren, Principal Relationship Manager, born in Meppel, the Netherlands, on 19 April 1966, and having his professional address at 40, avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as a class B manager of the Company for an unlimited period; and
- Luigi Maula, employee, born in Salerno, Italy, on 10 June 1982, having his professional address at 40, avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as a class B manager of the Company for an unlimited period.

#### *Eighth resolution*

The Sole Shareholder resolves to establish the Company's registered office, domicile, principal establishment, central administration and place of management at 40, avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Ninth resolution*

The Sole Shareholder resolves to empower and authorise any manager of the Company and any lawyer and/or employee of Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., each acting individually, to perform, in the Grand Duchy of Luxembourg, all actions and formalities and enter into any documents necessary or useful in connection with the Migration and the above resolutions.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English text prevails.

This notarial deed is drawn up in Echternach, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Sole Shareholder's authorised representative.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour de juillet.

Par-devant le soussigné, Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Tauride Investments Limited, une société régie en vertu des lois des Îles Vierges Britanniques et immatriculée sous le numéro 153864 (la Société).

A COMPARU:

La Vista S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 40 avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 198.035 et disposant d'un capital social de USD 20.000,- (l'Associé Unique),

ici représenté par Peggy Simon, employée, de résidence professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique représente l'intégralité du capital social de la Société.

II. le capital de la Société est actuellement fixé à cinquante mille dollars américains (USD 50.000), représenté par cinquante mille (50.000) actions sous forme nominative, ayant valeur nominale de un dollar américain (USD 1), toutes souscrites et entièrement libérées.

III. en vertu des lois des Îles Vierges Britanniques, la Société peut, après que toutes les formalités de transfert en vertu des lois des Îles Vierges Britanniques aient été remplies, transférer son siège social, domicile, principal établissement, administration centrale et lieu de gestion au Grand-Duché de Luxembourg, avec effet à la date du présent acte (la Migration), suite à quoi la Société cesse d'être une société des Îles Vierges Britanniques et continue, dans le cadre des lois des Îles Vierges Britanniques, d'être la même entité que la Société avant la Migration, et l'existence de la Société se poursuit après la Migration;

IV. que par des résolutions valablement adoptées par l'organe de gestion de la Société le 16 juillet 2015, il a été dûment décidé de convertir la Société en société de droit luxembourgeois, cette conversion étant effective à compter de la date des présentes sans dissolution de la Société mais au contraire avec la pleine continuité de sa personnalité juridique. Toutes les formalités requises en vertu des lois applicables pour donner effet à ces résolutions y compris l'adoption des résolutions nécessaires (à savoir les résolutions de l'Associé Unique et les résolutions de conseil d'administration) dans les Îles Vierges Britanniques, ont été dûment accomplies. Une copie desdites résolutions restera annexée au présent acte;

V. (i) qu'un bilan intérimaire de la Société à la date des présentes (le Bilan) et (ii) qu'un certificat de gestion daté à la date des présentes (le Certificat de Gestion), dûment signés par l'administrateur unique de la Société, font apparaître que, le capital souscrit et libéré de la Société s'élève à au moins cinquante mille dollars américains (USD 50.000) et n'a pas été diminué au-dessous de ce montant du fait de pertes. Une copie du Certificat de Gestion, après avoir été signée ne varietur par le notaire instrumentant et le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante, restera annexée au présent acte et sera soumise avec celui-ci aux autorités de l'enregistrement;

VI. que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

(a) renonciation aux formalités de convocation;

(b) transfert du siège social, du domicile, du principal établissement, de l'administration centrale et du lieu de gestion de la Société des Îles Vierges Britanniques au Grand-Duché de Luxembourg, avec effet à la date de l'Assemblée, sans dissolution de la Société mais au contraire avec pleine continuité de sa personnalité juridique;

(c) adoption par la Société de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée avec pour dénomination Tauride et acceptation de la nationalité luxembourgeoise découlant du transfert du siège social, du domicile, du principal établissement, de l'administration centrale et du lieu de gestion de la Société au Grand-Duché de Luxembourg;

(d) approbation du Bilan, en tant que bilan d'ouverture au Grand-Duché de Luxembourg et confirmation de la description et de la consistance de tous les actifs et passifs de la Société et fixation du capital social de la Société

(e) modification et refonte complète des statuts de la Société afin de les rendre conformes aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, du fait que la Société devienne une société régie par le droit luxembourgeois soumise à la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée;

(f) prise d'acte de la démission des et octroi de décharge aux administrateurs actuels de la Société;

(g) approbation de la nomination de nouveaux gérants de la Société pour une durée indéterminée;

(h) établissement du siège social, du domicile, du principal établissement, de l'administration centrale et du lieu de gestion de la Société au 40 avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

(i) pouvoir et autorisation à tout avocat et/ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., chacun agissant individuellement, afin d'effectuer, au Grand-Duché de Luxembourg, tous les actes et formalités et d'exécuter tous les documents nécessaires ou utiles en relation avec la Migration; et

(j) divers.

VII. que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Associé Unique renonce aux modalités de convocation, l'Associé Unique se considérant dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de transférer le siège social, le domicile, le principal établissement, l'administration centrale et le lieu de gestion de la Société des Îles Vierges Britanniques au Grand-Duché de Luxembourg avec effet immédiat, sans dissolution de la Société mais au contraire avec pleine continuité de sa personnalité juridique. L'Associé Unique déclare en outre que toutes les formalités requises pour la prise d'effet de la Migration en vertu des lois des Îles Vierges Britanniques ont été dûment accomplies à la date du présent acte.



### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide que la Société adopte la forme juridique d'une société à responsabilité limitée avec pour dénomination Tauride, accepte la nationalité luxembourgeoise découlant du transfert du siège social, du domicile, du principal établissement, de l'administration centrale et du lieu de gestion de la Société à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et est soumise à compter de la date du présent acte aux lois du Grand-Duché de Luxembourg.

### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de prendre acte et d'approuver le Bilan ainsi que le Certificat de Gestion attestant que la valeur des actifs nets de la Société se monte au moins au capital social minimum légal de la Société.

L'Associé Unique note que la description et le montant de tous les actifs et passifs de Société sont intégralement et exclusivement établis par le Bilan.

L'Associé Unique déclare, qu'après la Migration, tous les actifs et passifs de la Société, sans limitation, restent dans leur intégralité la propriété de la Société, qui continue de détenir tous les actifs et reste responsable de tous ses passifs et engagements.

### *Cinquième résolution*

En conséquence des précédentes résolutions, l'Associé Unique décide de modifier et refondre entièrement les statuts de la Société afin de les rendre conformes aux lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Les statuts modifiés de la Société auront la teneur suivante:

#### **“I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "Tauride" (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir, par souscription, achat et échange ou de toute autre manière, tous titres, actions et autres valeurs de participation, créances sous toute forme, obligations, titres obligataires, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris, sans s'y limiter, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut exercer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques, moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

**Art. 4. Durée.**

- 4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.
- 4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

**II. Capital - Parts sociales****Art. 5. Capital.**

- 5.1. Le capital social est fixé à cinquante mille dollars américains (USD 50.000), représenté par cinquante mille (50.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune.
- 5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

**Art. 6. Parts sociales.**

- 6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.
- 6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.
- 6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.
- 6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.
- 6.5. La cession de parts sociales à un tiers par suite d'un décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.
- 6.6. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.
- 6.7. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de tout associé.
- 6.8. La Société peut racheter ses propres parts sociales, à condition:
- (i) qu'elle dispose des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
  - (ii) que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

**III. Gestion - Représentation****Art. 7. Nomination et révocation des gérants.**

- 7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être des associés.
- 7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une résolution des associés.

**Art. 8. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance, qui se composera d'un ou plusieurs gérants de catégorie A et d'un ou plusieurs gérants de catégorie B (le Conseil).

**8.1. Pouvoirs du conseil de gérance**

- (i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.
- (ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

**8.2. Procédure**

- (i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui sera en principe au Luxembourg.
- (ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite pour toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront précisées dans la convocation.
- (iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant aux lieux et aux heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.
- (iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.
- (v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les résolutions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, étant entendu que si le ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de catégorie A et un ou plusieurs gérants de catégorie B, au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B vote en faveur de la résolution. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

### 8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

**Art. 9. Gérant unique.** Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil, aux gérants ou à un gérant doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

**Art. 10. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur mandat, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## IV. Associé(s)

### Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

#### 11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

#### 11.2. Convocations, quorum, majorité et procédures de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande d'associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation.

(iii) Quand des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte de ces résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, elle peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les résolutions à adopter aux Assemblées Générales le sont par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les résolutions sont adoptées à la seconde Assemblée Générale à la majorité des votes exprimés, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Les Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées aux conditions de quorum et de majorité détaillés ci-dessus et elles portent la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé par le Conseil.

**Art. 12. Associé unique.** Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.



## V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

### Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de pertes et profits, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes de son ou ses gérants et associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de pertes et profits doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

13.5. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le second lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

### Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires, sauf si la loi exige la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Le mandat des commissaires peut être renouvelé par l'Assemblée Générale annuelle. Les commissaires ne doivent pas nécessairement être des associés.

### Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette exigence cesse lorsque la Réserve Légale atteint un montant équivalent à dix pour cent (10%) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent décider du paiement d'un dividende, affecter le solde à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent faire apparaître que des bénéfices suffisants et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à la Réserve Légale;

(iii) la décision par le Conseil de distribuer les dividendes intérimaires doit intervenir dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés par la distribution d'un dividende intérimaire.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer le remboursement des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices effectivement réalisés et les associés sont immédiatement tenus de rembourser le trop-perçu à la Société à la demande du Conseil.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui ne sont pas nécessairement des associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation (s'il y en a un) après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

## VII. Dispositions générales

17.1 Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence ou des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.”

### *Sixième résolution*

L'Associé Unique décide de prendre acte de la démission, avec effet à la date des présentes, des gérants et des suppléants en fonction avant la migration du siège social, du domicile, du principal établissement, de l'administration centrale et du lieu de gestion de la Société des Îles Vierges Britanniques au Grand-Duché de Luxembourg de leurs fonctions d'administrateurs de la Société et de leur octroyer décharge pour l'exercice de leurs fonctions de la date de leur nomination en qualité d'administrateurs de la Société jusqu'à la date de leur démission.

### *Septième résolution*

L'Associé Unique décide en outre de nommer:

- Renata Magalhães Werneck, née à Rio de Janeiro, Brésil, le 15 mai 1971, ayant son adresse au Avenida Marginal, 8.648, 13º andar, Cascais, Portugal, en qualité de gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée;

- Pieter van Nugteren, Principal Relationship Manager, né à Meppel, Pays-Bas, le 19 avril 1966, et ayant son adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée; et

- Luigi Maula, employée, né à Salerne, Italie, le 10 Juin 1982 et ayant son adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée.

### *Huitième résolution*

L'Associé Unique décide d'établir le siège social, le domicile, le principal établissement, l'administration centrale et le lieu de gestion de la Société au 40 avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Neuvième résolution*

L'Associé Unique décide de donner pouvoir et d'autoriser tout gérant de la Société et tout avocat et/ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., chacun agissant individuellement, afin d'effectuer, au Grand-Duché de Luxembourg, tous les actes et formalités et d'exécuter tous les documents nécessaires ou utiles en relation avec la Migration et les résolutions qui précèdent.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences, le texte anglais fait foi.

Le présent acte notarié est passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de l'Associé Unique.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 juillet 2015. Relation: GAC/2015/6317. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127891/659.

(150137408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**Meyer Neptun GmbH, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 360.000.000,00.**

Siège social: L-2632 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 193.159.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den achten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri BECK, mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1.- NEPTUN INDUSTRIE GmbH & Co. KG, mit Gesellschaftssitz in Werftallee 13, 18119 Rostock, Deutschland, eingetragen im Handelsregister A des Amtsgerichts Rostock unter der Nummer HRA 3321, und

2.- Herr Bernard Meyer, wohnhaft in Hauptkanal links 1, 26781 Papenburg Deutschland.

Welche Komparenten hier vertreten sind durch Peggy Simon, Privatangestellte, beruflich ansässig in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, aufgrund von zwei Vollmachten unter Privatschrift vom 3. September 2015,

welche Vollmachten nach "ne varietur" Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte und dem beurkundenden Notar, dieser Urkunde als Anlagen beigefügt bleiben, um mit derselben einregistriert zu werden.

I. Die Komparenten, handelnd in ihrer Eigenschaft als Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung MEYER NEPTUN GmbH, mit Sitz in 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 193 159, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri Beck, mit Amtssitz in Echternach, am 22. Dezember 2014, veröffentlicht im Mémorial C-Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 234, vom 19. Januar 2015 und deren Satzung abgeändert wurden zufolge Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar am 1. Januar 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 453 vom 29. Februar 2015.

II. In ihrer Eigenschaft als Gesellschafter haben die Erschienenen dann folgende Beschlüsse genommen:

*Erster Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen, den Sitz der Gesellschaft von 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg nach EBBC Bloc B, 6 D Route de Trèves, L 2623 Senningerberg zu verlegen.

*Zweiter Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen Artikel 2 der Satzung umzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

**„ Art. 2. Gesellschaftssitz.**

2.1 Der Gesellschaftssitz wird in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, errichtet. Er kann durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung innerhalb der Grenzen der Gemeinde Senningerberg verlegt werden. Er kann durch Beschluss des Einzelgesellschafters bzw. der Gesellschafterversammlung, welche mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit beschließt, an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2 Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung eingerichtet werden. Falls der Einzelgeschäftsführer oder die Geschäftsführung der Ansicht ist, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Ereignisse stattfinden werden oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außergewöhnlichen Umstände beendet sind. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keinen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die eine luxemburgische Gesellschaft bleibt“.

*Dritter Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen Artikel 10 der Satzung umzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

**„ Art. 10. Vertretung.**

10.1 Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber in jedem Falle durch die alleinige Unterschrift des Einzelgeschäftsführers bei mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.

10.2 Falls zwei Kategorien von Geschäftsführern erstellt wurden (Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft zwingend durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B verpflichtet oder die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A.

10.3 Die Gesellschaft wird auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Person(en) verpflichtet, der/denen eine solche Zeichnungsbefugnis rechtsgültig gemäß Artikel 8.2 der Satzung erteilt wurde“.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung hat die Erschienene gemeinsam mit dem Notar die Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 10 septembre 2015. Relation: GAC/2015/7629. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 10. September 2015.

Référence de publication: 2015152353/65.

(150166976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

---

**Meyer Werft Verwaltungs-GmbH, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2632 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 193.173.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den achten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri BECK, mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Meyer Neptun GmbH, mit Gesellschaftssitz in EBBC Bloc B, 6 D, Route de Trèves, L-2623 Senningerberg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 193 159,

hier vertreten durch Peggy Simon, Privatangestellte, beruflich ansässig in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 3. September 2015,

welche Vollmacht nach "ne varietur" Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte und dem beurkundenden Notar, dieser Urkunde als Anlage beigefügt bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden.

I. Handelnd in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Meyer Werft Verwaltungs - GmbH, mit Sitz in 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 193 173, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri Beck, mit dem Amtssitze in Echternach, am 22. Dezember 2014, veröffentlicht im Mémorial C-Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 210, vom 27. Januar 2015.

II. In ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin hat die Erschienene dann folgende Beschlüsse genommen:

*Erster Beschluss*

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, den Sitz der Gesellschaft von 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg nach EBBC Bloc B, 6 D, Route de Trèves, L-2623 Senningerberg zu verlegen.

*Zweiter Beschluss*

Die alleinige Gesellschafterin beschließt Artikel 2 der Satzung umzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

**„ Art. 2. Gesellschaftssitz.**

2.1 Der Gesellschaftssitz wird in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, errichtet. Er kann durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung innerhalb der Grenzen der Gemeinde Senningerberg verlegt werden. Er kann durch Beschluss des Einzelgesellschafters bzw. der Gesellschafterversammlung, welche mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit beschließt, an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2 Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung eingerichtet werden. Falls der Einzelgeschäftsführer oder die Geschäftsführung der Ansicht ist, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Ereignisse stattfinden werden oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außergewöhnlichen Umstände beendet sind. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keinen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die eine luxemburgische Gesellschaft bleibt“.

*Dritter Beschluss*

Die alleinige Gesellschafterin beschließt Artikel 10 der Satzung umzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 10. Vertretung.**

10.1 Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber in jedem Falle durch die alleinige Unterschrift des Einzelgeschäftsführers bei mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.

10.2 Falls zwei Kategorien von Geschäftsführern erstellt wurden (Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft zwingend durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B verpflichtet oder die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A.

10.3 Die Gesellschaft wird auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Person(en) verpflichtet, der/denen eine solche Zeichnungsbefugnis rechtsgültig gemäß Artikel 8.2 der Satzung erteilt wurde“.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung hat die Erschienene gemeinsam mit dem Notar die Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 10 septembre 2015. Relation: GAC/2015/7630. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 10. September 2015.

Référence de publication: 2015152324/62.

(150166766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

**Neptun Werft Verwaltungs - GmbH, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2632 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 193.157.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den achten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri BECK, mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Meyer Neptun GmbH, mit Gesellschaftssitz in EBBC Bloc B, 6 D, Route de Trèves, L-2623 Senningerberg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 193 159,

hier vertreten durch Peggy Simon, Privatangestellte, beruflich ansässig in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 3. September 2015,

welche Vollmacht nach "ne varietur" Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte und dem beurkundenden Notar, dieser Urkunde als Anlage beigefügt bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden.

I. Handelnd in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Neptun Werft Verwaltungs - GmbH, mit Sitz in 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 193 157, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri Beck, mit dem Amtssitze in Echternach, am 22. Dezember 2014, veröffentlicht im Mémorial C-Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 195, vom 24. Januar 2015.

II. In ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin hat die Erschienene dann folgende Beschlüsse genommen:

*Erster Beschluss*

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, den Sitz der Gesellschaft von 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg nach EBBC Bloc B, 6 D Route de Trèves, L 2623 Senningerberg zu verlegen.

*Zweiter Beschluss*

Die alleinige Gesellschafterin beschließt Artikel 2 der Satzung umzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 2. Gesellschaftssitz.**

2.1 Der Gesellschaftssitz wird in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, errichtet. Er kann durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung innerhalb der Grenzen der Gemeinde Senningerberg verlegt werden. Er kann durch Beschluss des Einzelgesellschafters bzw. der Gesellschafterversammlung, welche mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit beschließt, an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2 Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch einfachen

Beschluss der Geschäftsführung eingerichtet werden. Falls der Einzelgeschäftsführer oder die Geschäftsführung der Ansicht ist, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Ereignisse stattfinden werden oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außergewöhnlichen Umstände beendet sind. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keinen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die eine luxemburgische Gesellschaft bleibt“.

*Dritter Beschluss*

Die alleinige Gesellschafterin beschließt Artikel 10 der Satzung umzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 10. Vertretung.**

10.1 Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber in jedem Falle durch die alleinige Unterschrift des Einzelgeschäftsführers bei mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.

10.2 Falls zwei Kategorien von Geschäftsführern erstellt wurden (Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft zwingend durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B verpflichtet oder die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A.

10.3 Die Gesellschaft wird auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Person(en) verpflichtet, der/denen eine solche Zeichnungsbefugnis rechtsgültig gemäß Artikel 8.2 der Satzung erteilt wurde“.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung hat die Erschienene gemeinsam mit dem Notar die Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 10 septembre 2015. Relation: GAC/2015/7631. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 10. September 2015.

Référence de publication: 2015152365/62.

(150167174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

**Nir Holding GmbH, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2632 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 193.155.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den achten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri BECK, mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Herr Bernard Meyer, wohnhaft in Hauptkanal links 1, 26781 Papenburg Deutschland,

hier vertreten durch Peggy Simon, Privatangestellte, beruflich ansässig in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 3. September 2015,

welche Vollmacht nach "ne varietur" Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte und dem beurkundenden Notar, dieser Urkunde als Anlage beigefügt bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden.

I. Handelnd in seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung NIR Holding GmbH, mit Sitz in 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg unter der Nummer B 193 155, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri Beck, mit dem Amtssitz in Echternach, am 22. Dezember 2014, veröffentlicht im Mémorial C-Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 211, vom 27. Januar 2015.

II. In seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter hat der Erschienene dann folgende Beschlüsse genommen:

*Erster Beschluss*

Der alleinige Gesellschafter beschließt, den Sitz der Gesellschaft von 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg nach EBBC Bloc B, 6 D, Route de Trèves, L-2623 Senningerberg zu verlegen.

*Zweiter Beschluss*

Der alleinige Gesellschafter beschließt Artikel 2 der Satzung umzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:



„ **Art. 2. Gesellschaftssitz.**

2.1 Der Gesellschaftssitz wird in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, errichtet. Er kann durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung innerhalb der Grenzen der Gemeinde Senningerberg verlegt werden. Er kann durch Beschluss des Einzelgesellschafters bzw. der Gesellschafterversammlung, welche mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit beschließt, an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2 Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung eingerichtet werden. Falls der Einzelgeschäftsführer oder die Geschäftsführung der Ansicht ist, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Ereignisse stattfinden werden oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außergewöhnlichen Umstände beendet sind. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keinen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die eine luxemburgische Gesellschaft bleibt“.

*Dritter Beschluss*

Die alleinige Gesellschafter beschließt Artikel 10 der Satzung umzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 10. Vertretung.**

10.1 Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber in jedem Falle durch die alleinige Unterschrift des Einzelgeschäftsführers bei mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.

10.2 Falls zwei Kategorien von Geschäftsführern erstellt wurden (Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft zwingend durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B verpflichtet oder die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A.

10.3 Die Gesellschaft wird auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Person(en) verpflichtet, der/denen eine solche Zeichnungsbefugnis rechtsgültig gemäß Artikel 8.2 der Satzung erteilt wurde“.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung hat die Erschienene gemeinsam mit dem Notar die Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 10 septembre 2015. Relation: GAC/2015/7631. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 10. September 2015.

Référence de publication: 2015152380/61.

(150166765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

**Kisling Investment S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 850.000,00.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 110.029.

Les actionnaires de la société KISLING INVESTMENT S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.029 (les " Actionnaires ") sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE**

des actionnaires de la Société qui se tiendra le 7 octobre 2015 à 10.00 heures au siège social de la Société (l' "Assemblée"), en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Entérinement du report de la date des assemblées générales annuelles afférentes aux exercices clos au 31.12.2013 et 31.12.2014;
2. Approbation des rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes afférent à l'exercice clos au 31.12.2013;
3. Approbation des bilans et compte de profits et pertes au 31.12.2013 et affectation du résultat;

4. Décision à prendre en conformité avec l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée ;
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat clos au 31.12.2013;
6. Approbation des rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes afférent à l'exercice clos au 31.12.2014;
7. Approbation des bilans et compte de profits et pertes au 31.12.2014 et affectation du résultat;
8. Décision à prendre en conformité avec l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée ;
9. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat clos au 31.12.2014 ; et
10. divers. "

Il est rappelé aux Actionnaires que conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la " Loi "), les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur et en cas d'inscription au registre des actions au porteur détenu auprès du dépositaire des actions au porteur de la Société, en l'espèce, la Fiduciaire Benoy Kartheiser Management Sàrl ayant son siège social au 45-47 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, R.C.S. B 33849 inscrite à l'ordre des expert-comptables de Luxembourg.

Conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 3 des statuts de la Société, les Actionnaires sont priés d'effectuer le dépôt de l'original de leur certificat constatant toutes les inscriptions les concernant délivré par le dépositaire des actions au porteur, au siège social de la Société, cinq jours francs avant la date de l'Assemblée.

Conformément aux dispositions de l'article 10 paragraphe 4 des statuts de la Société, tout actionnaire qui aura déposé son certificat cinq jours francs avant la date de l'Assemblée aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Des modèles de procurations sont disponibles sur simple demande effectuée par courrier adressé au siège social de la Société, à l'attention du conseil d'administration.

Conformément aux dispositions de l'article 73 de la Loi, les actionnaires pourront, 15 jours avant la date de l'Assemblée, prendre connaissance ou se faire délivrer un exemplaire à titre gratuit, au siège social de la Société :

- des comptes annuels et de la liste des administrateurs et du commissaire aux comptes ;
- de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille ;
- de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions;
- du rapport de gestion du conseil d'administration ;
- du rapport du commissaire aux comptes.

Pour toute demande complémentaire d'information, les Actionnaires sont invités à prendre directement contact auprès du conseil d'administration la Société au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015152617/51.

**SF Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1341 Luxembourg, 9, place Clairefontaine.

R.C.S. Luxembourg B 198.767.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth of July.

Before us Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. OS Management S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, place Clairefontaine, L-14341 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under the number B 162.874,

2. Periodic Capital Management S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, place Clairefontaine, L-14341 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under the number B 194.084,

both entities hereby represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of two proxies given under private seal.

Said proxies after signature ne varietur by the mandatory and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

This appearing person, voting under their given authority, announced the formation by them of a limited company, governed by the relevant law and present articles.

**Art. 1.** There is formed a company with limited liability which will be governed by law pertaining to such an entity as well as by present articles.



**Art. 2.** The purpose of the Company is to carry out any commercial, industrial and financial operations, the investment in and development of real estate and movable property and the investment in participating interests, of either Luxembourg or foreign companies as well as the management, control and development of such participating interests. The Company may perform everything connected with the foregoing in the widest sense of the word and the conduct of any business in connection therewith

**Art. 3.** The company will assume the denomination of “SF Holding S.à r.l.”.

**Art. 4.** The registered office is established in the City of Luxembourg.

**Art. 5.** The company is established for an unlimited period of time.

**Art. 6.** The company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR), represented by one thousand two hundred and fifty (1.250) shares of ten hundred Euro (10.- EUR) each.

**Art. 7.** The shares may be transferred to other parties by a notarial deed or a written agreement.

**Art. 8.** The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the partners will not bring the company to an end.

**Art. 9.** Neither creditors nor heirs may for any reason create a charge on the assets or documents of the company.

**Art. 10.** The company is administered by one or several managers, not necessarily partners, appointed by the partners.

In dealing with third parties the manager or managers have extensive powers to act in the name of the company in all circumstances if the general meeting does not provide other disposition.

The Company may also appoint one or more persons, shareholders or not, as signing clerks or managers and fix their powers.

**Art. 11.** Every shareholder has the right to vote at the general meeting. Each share gives the right to one vote. Every shareholder has the right to appoint a special proxy who represents him at the general meetings of the shareholders.

The rights of the general meeting are exercised by the sole shareholder as long as the company only has one shareholder.

The decisions of the sole shareholder are laid down in writing in a register to be kept at the registered office of the company.

**Art. 12.** The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitment regularly made by them in the name of the company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

**Art. 13.** The company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

**Art. 14.** Each year on the thirty-first of December, the books are closed and the manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

**Art. 15.** Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the company's registered office.

**Art. 16.** The receipts stated in the annual inventory, after deduction of general expenses and amortisation represent the net profit.

Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used freely by the partners.

**Art. 17.** The manager(s) may under the following conditions distribute interim dividends during the financial year:

a) A statement of accounts is made which provide sufficient funds for a distribution.

b) The amount of the interim dividend may not exceed the realised profit since the last approved financial statements, increased by the profits carried forward and the free reserves and decreased by the loss carried forward and the amounts which according to the law or the articles of incorporation have to be set aside for the reserves.

c) The decision of the managers to distribute an interim dividend must be taken within 2 Months after establishment of the statement of accounts referred to under a).

d) An interim dividend may not be distributed during the first 6 months after the end of the previous financial year and before the approval of the financial statements of the previous financial year. Only after a period of at least 3 months following a interim dividend payment the next interim dividend may be paid.

e) The managers shall according to their best knowledge and practice ensure that the amount of the interim dividend(s) do not exceed the amount of distributable funds available at the end of the accounting year even in case of a negative development of the assets of the company during the year. The managers shall immediately inform the shareholders if the amount of the interim dividend(s) at the end of the year due to unforeseeable circumstances exceeds the amount of distributable funds for the financial year and require the repayment of the interim dividend paid in surplus. The liability of the shareholders for the repayment of the dividend paid in excess is joint and several.

**Art. 18.** At the time of the winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who will fix their powers and remuneration.

**Art. 19.** The partners will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in the articles. The undersigned notary states that the specific conditions of article 183 of company act law are satisfied.

#### *Transitory Disposition*

The first year will start from today and will end on December 31<sup>st</sup>, 2015.

#### *Subscription and Payment*

All the one thousand two hundred and fifty (1,250) shares have been subscribed as follows:

OS management S.à r.l., prenamed, .....	625 shares
Periodic Capital Management S.à r.l., prenamed .....	625 shares
Total: .....	1.250 shares

All the shares have been fully paid up by payment in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

#### *Estimation of the costs*

The parties estimate the value of formation expenses at approximately one thousand and two hundred Euro.

#### *Decisions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation, the sole shareholder of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1) Are appointed managers of the Company for an undetermined period:

- OS Management S.à r.l., having its registered office at 9, place Clairefontaine, L-14341 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under the number B 162.874,
- Periodic Capital Management S.à r.l., having its registered office at 9, place Clairefontaine, L-14341 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under the number B 194.084

The Company is validly represented by the joint signature of two managers.

2) The board of managers has the widest powers to carry out all acts in the name of the company.

3) The registered office is established in L-1341 Luxembourg, 9, Place Clairefontaine.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a German version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Junglinster on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with the notary the present deed.

#### **Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes.**

Im Jahre zweitausend und fünfzehn, den vierzehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

1. OS Management S.à r.l., eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 9, place Clairefontaine, L-14341 Luxembourg, eingetragen ins Handels- und Firmenregister Luxemburg unter der Nummer B 162.874, und

2. Periodic Capital Management S.à r.l., eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 9, place Clairefontaine, L-14341 Luxembourg, eingetragen ins Handels- und Firmenregister Luxemburg unter der Nummer B 194.084,

Beide hier vertreten durch Herrn Henri DA CRUZ, Privatangestellter mit Berufsanschrift in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, aufgrund zweier privatschriftlichen Vollmachten ausgestellt.

Welche Vollmachten nach, "ne varietur" vom Bevollmächtigten und dem Notar unterzeichnet worden ist und gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleiben um mit derselben hinterlegt zu werden.

Dieser Kompotent, namens wie er handelt, ersuchte den Notar die Satzung einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit einem einzigen Gesellschafter wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht, welcher die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde liegt.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist die Durchführung handelsbezogener, industrieller und finanzieller Geschäfte jeder Art; alle mobiliaren und immobiliaren Geschäfte in Zusammenhang mit beweglichem oder unbeweglichem (Grund-) Vermögen; der Erwerb von Beteiligungen in jeglicher Form in anderen Gesellschaften und die Gewährung von Hilfeleistungen; Darlehen oder Sicherheiten sowie der Erwerb von und der Handel mit Eigentumsrechten, die der Erfüllung des Gesellschaftszweckes dienlich sind

**Art. 3.** Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „SF Holding S.à r.l.“

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg.

**Art. 5.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

**Art. 6.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR), eingeteilt in ein tausend zwei hundert und fünfzig (1250) Anteile mit einem Nennwert von je zehn Euro (10,- EUR).

**Art. 7.** Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen wird durch ein privatschriftliches oder notarielles Schreiben festgestellt.

**Art. 8.** Die Gesellschaft wird nicht durch den Tod, die Insolvenz oder den Konkurs eines Gesellschafters aufgelöst.

**Art. 9.** Gläubiger, Berechtigte oder Erben können in keinem Fall einen Antrag auf Siegelanlegung am Firmeneigentum oder an den Firmenschriftstücken stellen.

**Art. 10.** Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden.

Falls die Gesellschafterversammlung nicht anders bestimmt, haben der oder die Geschäftsführer gegenüber Dritten die weitestgehenden Befugnisse um die Gesellschaft bei allen Geschäften zu vertreten welche im Rahmen ihres Gesellschaftszweckes liegen. Die Gesellschaft kann auch eine oder mehrere Personen, ob Gesellschafter oder nicht, zu Prokuristen oder Direktoren bestellen und deren Befugnisse festlegen.

**Art. 11.** Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt ganz gleich wie viel Anteile er hat. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile hat. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmäßig bei der Gesellschafterversammlung aufgrund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Solange die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter besteht, hat er die in der aussergewöhnlichen Generalversammlung festgelegten Rechte.

Die Entscheidungen des Gesellschafters sind in einem Register am Gesellschaftssitz aufzubewahren.

**Art. 12.** Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen die Geschäftsführer keine persönlichen Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

**Art. 13.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres.

**Art. 14.** Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst der Gewinn- und Verlustrechnung.

**Art. 15.** Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

**Art. 16.** Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent dieses Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

**Art. 17.** Die Geschäftsführer sind unter Einhaltung folgender Bedingungen befugt Zwischendividenden während des Jahres auszuschütten.

a) Es wird ein Rechnungsabschluß erstellt, welcher genügend Mittel für die Ausschüttung ausweist.

b) Der als Zwischendividende auszuschüttende Betrag kann nicht den Betrag übersteigen welcher als Ergebnis seit der letzten von der Gesellschafterversammlung gebilligten Bilanz erwirtschaftet wurde, erhöht um die Gewinnvträge und der frei verfügbaren Reserven und gemindert um die Verlustvträge und den Beträgen, die gemäß einer gesetzlichen oder satzungsmäßigen Bestimmung einer Reserve zuzuführen sind.

c) Der Beschluß der Geschäftsführer eine Zwischendividende auszuschütten muß innerhalb von 2 Monaten ab Erstellung des unter a) erwähnten Rechnungsabschlusses gefasst werden.

d) Die Ausschüttung einer Zwischendividende darf frühestens 6 Monate nach Ende des letzten Wirtschaftsjahres erfolgen und nur nach Billigung der Bilanzen des letzten Wirtschaftsjahres. Wenn bereits eine Zwischendividende ausgeschüttet wurde müssen wenigstens 3 Monate bis zur Ausschüttung der nächsten Zwischendividende vergehen.

e) Die Geschäftsführer sollen nach bestem Wissen und Gewissen dafür sorgen, dass die Zwischendividende durch eine spätere Wertentwicklung des Vermögens der Gesellschaft nicht den am Jahresende festgestellten ausschüttungsfähigen Betrag für das betreffende Geschäftsjahr übersteigt. Sollte die Zwischendividende wegen absolut unvorhergesehener Ereignisse den am Jahresende festgestellten ausschüttungsfähigen Betrag für das betreffende Geschäftsjahr dennoch über-

steigen, haben sie dies den Gesellschaftern unverzüglich mitzuteilen und die Zwischendividende ganz oder teilweise zurückzufordern. Die Gesellschafter haften gemeinschaftlich für die Rückzahlung der zu viel ausgeschütteten Zwischendividende.

**Art. 18.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

**Art. 19.** Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Alle eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

- OS Management S.à r.l., vorerwähnt: .....	625 Anteile
- Periodic capital Management S.à r.l., vorerwähnt: .....	625 Anteile
Total: .....	1.250 Anteile

Alle Anteile wurden in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölf tausend fünf hundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

#### *Schätzung der Kosten*

Die der Gesellschaft aus Anlaß ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf tausendzweihundert Euro abgeschätzt.

#### *Beschlüsse des einzigen Gesellschafters*

Sofort nach Gründung der Gesellschaft hat der Anteilinhaber folgende Beschlüsse gefaßt:

1) Als Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit werden ernannt:

- OS Management S.à r.l., mit Sitz in 9, place Clairefontaine, L-14341 Luxembourg, eingetragen ins Handels- und Firmenregister Luxemburg unter der Nummer B 162.874,

- Periodic Capital Management S.à r.l., mit Sitz in 9, place Clairefontaine, L-14341 Luxembourg, eingetragen ins Handels- und

Firmenregister Luxemburg unter der Nummer B 194.084,

Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern vertreten.

2) Der Geschäftsführer hat die weitestgehenden Vollmachten im Namen der Gesellschaft alle Urkunde zu tätigen.

3) Sitz der Gesellschaft ist in L-1341 Luxembourg, 9, Place Clairefontaine.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Auftrag des Komparenten, dass diese Gründungsurkunde in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Antrag der Komparentin und im Fall von Abweichungen des englischen und des deutschen Textes ist die Englische Fassung massgebend.

Woraufhin diese notarielle Urkunde in Junglinster an dem zu Beginn erwähnten Tag erstellt wurde.

Nachdem die Urkunde dem Komparenten vorgelesen worden war, wurde sie von dem Komparenten und dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 21 juillet 2015. Relation GAC/2015/6217. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2015127850/220.

(150136671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

#### **The Candle Shop S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3733 Rumelange, 3, Cité Kirchberg.

R.C.S. Luxembourg B 198.788.

#### — STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix juillet.

Pardevant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

A COMPARU:

Monsieur Manuel STEFFEN, commerçant, né à Luxembourg, le 8 mai 1973 (Matricule 1973 0508 25826), demeurant à L-3733 Rumelange, 3, Cité Kirchberg.

Lequel comparant a par les présentes déclaré constituer une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société prend la dénomination de THE CANDLE SHOP S.à r.l., société à responsabilité limitée.

**Art. 2.** Le siège social est fixé à Rumelange.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associé(s).

**Art. 3.** La société a pour objet l'achat et la vente de tous biens commerciaux généralement quelconques.

La société peut en outre exercer toutes activités et effectuer toutes opérations ayant un rapport direct et indirect avec son objet social ou susceptibles d'en favoriser sa réalisation.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 5.** Le capital social de la société est fixé à douze mille cinq cents (€ 12.500.-) euros divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

**Art. 6.** Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 7.** La société est administrée par un ou plusieurs gérant(s).

L'assemblée générale des associés fixe les pouvoirs du ou des gérant(s).

**Art. 8.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 9.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 10.** En cas de dissolution, la société sera dissoute et la liquidation sera faite conformément aux prescriptions légales.

**Art. 11.** Pour tous les points qui ne sont pas réglementés par les présents statuts, le ou les associé(s) se soumet(tent) à la législation en vigueur.

#### *Disposition transitoire*

Par dérogation le premier exercice commence aujourd'hui et finira le trente et un décembre 2015.

#### *Souscription:*

Les parts sociales ont été intégralement souscrites et entièrement libérées par l'associé unique Monsieur Manuel STEFFEN, préqualifié.

La libération du capital social a été faite par un versement en espèces de sorte que le somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la société ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

#### *Evaluation des frais.*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à € 1.100.-

#### *Assemblée générale extraordinaire.*

Réuni en assemblée générale extraordinaire, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée: Monsieur Manuel STEFFEN, commerçant, né à Luxembourg, le 8 mai 1973 (Matricule 1973 0508 25826), demeurant à L-3733 Rumelange, 3, Cité Kirchberg.
- 3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances sous la signature individuelle de son gérant unique.
- 4.- L'adresse du siège social est fixée au L-3733 Rumelange, 3, Cité Kirchberg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé le présent acte avec Nous Notaire.

Signé: Steffen, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 juillet 2015. Relation: EAC / 2015 / 16537. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127922/62.

(150137257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

**Tishman Speyer Area Prima S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. TS ODS Holdings S.à.r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 195.561.

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth day of July.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARS:

Tishman Speyer Area Prima Holdings S.à r.l. (fka. TS ODS Holdings II S.à r.l.), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, a share capital of twelve thousand five hundred euro and zero cent Euro (EUR 12.500,00) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195555,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under Luxembourg laws under the name of “TS ODS Holdings S.à r.l.” (hereinafter, the Company), with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195561, established pursuant to a deed of Me Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, dated March 18, 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association number 1208, dated May 8, 2015 and whose articles of association have not been amended since then.

II. The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each.

III. The sole shareholder takes the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder resolves to change the name of the Company TS ODS Holdings S.à r.l. to “Tishman Speyer Area Prima S.à r.l.”

*Second resolution*

Pursuant to the above change of name, article 1 of the Company’s articles of association is amended to give it henceforth the following content:

“ **Art. 1.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Tishman Speyer Area Prima S.à r.l., which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).”

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by her name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.



**Suit la traduction en langue française du texte qui précède.**

L'an deux mille quinze, le quatorze juillet.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU:**

Tishman Speyer Area Prima Holdings S.à r.l. (anc. TS ODS Holdings II S.à r.l.), une société à responsabilité limitée établie et existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, un capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195555,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par sa mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination «TS ODS Holdings S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195561, constituée par acte reçu par Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 mars 2015 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 1208, en date du 8 mai 2015 et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

III. L'associé unique prend les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide de modifier la dénomination sociale de la Société de TS ODS Holdings S.à r.l. en «Tishman Speyer Area Prima S.à r.l.»

*Deuxième résolution*

Suite au changement de dénomination sociale, l'article 1 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>**. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Tishman Speyer Area Prima S.à r.l., qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).»

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 juillet 2015. Relation: EAC/2015/17058. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015127932/92.

(150137150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

**UL Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 136.228.

L'an deux mille quinze, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "UL INVESTMENT S.A.", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 136.228, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, constituée par acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 1<sup>er</sup> février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 635 du 13 mars 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Corinne PETIT, employée privée, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trois cent cinquante (350) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente-cinq mille euros (EUR 35.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Dissolution de la société et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateur, pour la durée de la liquidation, la société LISOLUX S.à r.l., inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 117.503, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, qui aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. En conséquence, il est mis fin au mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Zianveni, M. Krecké, C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 21 juillet 2015. 2LAC/2015/16523. Reçu douze euros (12.- €).

*Le Receveur ff.* (signé): Yvette Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015127939/52.

(150136268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2015.

---

**UBS (Lux) Money Market Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 86.004.

Les comptes annuels au 31 octobre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015080022/9.

(150091421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---